

*Les crédits*

commencé lorsque le Canada s'est mis à vivre au-dessus de ses moyens.

Au début, c'était insignifiant. Pour certaines personnes, le premier déficit du gouvernement ne constituait pas un grand problème. Mais il a commencé à croître chaque année. Au début des années 1980, il est monté en flèche et il a échappé à tout contrôle, de sorte qu'au moment où le gouvernement actuel est entré en fonction, la dette de 18 milliards de dollars qui s'était accumulée au cours du premier siècle de la Confédération s'était enflée jusqu'à atteindre 200 milliards de dollars. Au même moment, le déficit annuel s'élevait à 38 milliards de dollars.

Le pays était entré dans un cercle vicieux. La dette nationale monstrueuse a commencé à faire boue de neige pour la simple raison que des intérêts devaient être payés chaque année.

Devant cet énorme problème financier, le gouvernement ne s'est pas croisé les bras. De 1984 à 1989, il a pris plusieurs mesures importantes pour reprendre le contrôle des dépenses gouvernementales et pour augmenter les recettes fédérales.

La comptabilisation des dépenses des quatre dernières années témoigne du succès de notre stratégie de gestion. De 1984-1985 à 1988-1989, les dépenses budgétaires totales ont augmenté de 5 p. 100 en moyenne chaque année, ce qui fait contraste avec l'augmentation moyenne de 15 p. 100 des quatre années précédentes, c'est-à-dire de 1980 à 1984.

Près de 45 p. 100 de l'augmentation des dépenses étaient dus à l'augmentation des frais de la dette publique. Le phénomène d'accroissement automatique de la dette, dont nous avions hérité, peut être mis en évidence par le fait que, en 1988-1989, les frais de la dette publique constituaient l'unique élément important des dépenses gouvernementales.

Depuis les quatre dernières années, notre gouvernement s'attaque au problème de la dette. Pour rendre les coûts plus abordables et augmenter l'efficacité du gouvernement, nous avons pris des mesures de réduction des frais de fonctionnement. Et pour éliminer les facteurs d'inefficacité, nous avons réduit les paiements aux sociétés d'État et diverses autres subventions. Cependant, parallèlement, nous avons pris des mesures pour aider les plus démunis, pour faciliter l'adaptation de chacun à une situation économique et sociale en voie de changement.

Et pourtant, une gestion plus efficace des dépenses et une croissance économique continue ont été impuissantes à réduire régulièrement le déficit annuel. Il fallait également prendre des mesures d'augmentation des recettes.

Les recettes produites par le système fiscal diminuent depuis la fin des années 1970, ce qui a contribué à

augmenter le déficit jusqu'en 1984-1985. Le phénomène résultait de mesures prises au milieu des années 1970, ainsi que de la récession de 1981-1982.

Toutefois, depuis 1984, donc dès avant le Budget de 1989, le gouvernement a présenté des mesures fiscales qui ont eu pour résultat d'augmenter les recettes budgétaires de 1984-1985 à 1988-1989, en les faisant passer de 15,9 p. 100 à 17,4 p. 100 du Produit intérieur brut.

Le Budget de 1989 pousse nécessairement l'effort encore plus loin. Il est important de comprendre tous les aspects positifs que compte la maîtrise de la dette.

Premièrement, la maîtrise de la dette permet de moins hypothéquer l'avenir de nos enfants. Entre 1981-1982 et le moment où le présent gouvernement a été élu, la dette publique par ménage est passée de 12 300\$ à 23 100\$, soit une augmentation de près de 90 p. 100. Depuis, la croissance de la dette publique par ménage a ralenti en dépit de l'engrenage des paiements énormes en intérêts. Malgré ces progrès, la dette publique par ménage atteint 34 200\$.

Deuxièmement, la maîtrise de la dette assure une certaine souplesse fiscale. Le coût élevé du service de la dette, qui selon les projections devrait atteindre plus de 39 milliards de dollars en 1989-1990, soit 35 p. 100 de toutes les recettes budgétaires, nuit à la capacité du gouvernement de s'adapter aux fluctuations de l'économie et de fournir les programmes publics. En outre, pour parvenir à des réductions stables du déficit, il faudra à la fois couper dans les dépenses consacrées aux programmes et augmenter les recettes, uniquement pour arriver à payer les intérêts sur la dette.

Troisièmement, la maîtrise de la dette contribue à une économie saine et prospère qui est essentielle au maintien de notre système de programmes sociaux. Une croissance économique maintenue dépend des taux d'intérêt bas et stables, d'une inflation faible et de la confiance des investisseurs. La maîtrise de la dette modère la demande et fait augmenter les économies. Parallèlement aux changements apportés à la structure et au fonctionnement de l'économie canadienne dans des domaines comme le commerce avec les États-Unis, la déréglementation de l'énergie et des transports, la privatisation de sociétés d'État, le remplacement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada, et la réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt des sociétés, la maîtrise de la dette a été un facteur important dans la forte performance économique du pays, depuis 1984.

Quatrièmement, la maîtrise de la dette fera en sorte que nos enfants auront un niveau de vie plus élevé. Elle favorise l'investissement en créant un environnement économique propice à la croissance et en réduisant la portion des économies nationales qui sont absorbées par le gouvernement pour financer la consommation. Au bout du compte, il s'ensuit une meilleure productivité, un